

UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

Sidi Saïd défend ses choix

Devant les délégués syndicaux de l'Union de wilaya UGTA de Tizi-Ouzou, le patron de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi-Saïd, a adopté un ton qui s'est voulu soft et pondéré pour répondre aux critiques qui ont fusé de l'extérieur comme de l'intérieur de l'UGTA.

Allusif et sibyllin, le propos de Sidi-Saïd peut être interprété comme une mise au point à certains cadres de l'UGTA qui s'étaient élevés contre l'orientation et les choix imprimés à l'UGTA par l'actuelle direction.

Cela peut se vérifier, notamment, lorsque Sidi-Saïd évoquera, en les louant, les vertus de la démocratie syndicale, se disant favorable à la critique et à la remise en cause mais dans un cadre organisé et non

dans l'anarchie. «Les délégués ont le devoir de signifier nos erreurs sans violence, sans hypocrisie et sans marchandage mais à l'intérieur des instances et des structures du syndicat, sinon c'est de la déviation et de l'immoralisme», prévient l'orateur qui défendra devant les délégués syndicaux de Tizi-Ouzou la démarche et la politique dans la conduite de l'UGTA qui est, tient-il à rappeler, un syndicat de revendication et de pro-

position qui a fait le choix du dialogue et de la concertation pour arriver à ses fins. Une démarche qui se traduira par la participation à la tripartite du 29 mai prochain, au cours de laquelle l'UGTA devra soumettre aux pouvoirs publics un cahier de propositions. Une sorte de plan de charges qui sera supporté par la rente pétrolière et qui permettra de créer une dynamique en faveur du tissu économique et du pouvoir d'achat, selon Sidi-Saïd, qui, faisant un bilan exhaustif et optimiste des précédentes consultations avec le gouvernement, lancera à l'adresse de ses détracteurs :



Sidi Saïd dresse un bilan optimiste de ses consultations avec le gouvernement.

«Il faut avoir la décence de ne pas dire qu'on n'a rien fait.»

Quand Sidi-Saïd parle de «collègues syndicalistes autonomes»

«Nous n'avons aucune animosité à l'égard des syndicats autonomes. Nos préoccupations doivent se limiter à la défense des travailleurs et non à s'attaquer à des collègues syndicalistes qui luttent pour les mêmes idéaux que nous, malgré leur jeunesse et l'expérience qui est la leur», dira-t-il à l'adresse des congressistes de l'Union de wilaya de Tizi-Ouzou comme pour mettre fin à une espèce de guerre

des tranchées entretenue à l'égard des autres organisations syndicales concurrentes et dont l'activisme et la présence visible et dynamique sur le terrain de la contestation sociale ont valu des reproches au secrétaire général de l'UGTA. «Il faut que les insultes cessent contre l'UGTA», ajoutera Sidi-Saïd, le doigt pointé en signe d'avertissement qui atténue le ton conciliant et à l'air du temps (des réformes promises), à l'égard des syndicats autonomes.

S. A. M.

BÉJAÏA

Imposant rassemblement des enseignants universitaires

Des enseignants, des délégués des différents comités d'étudiants et des travailleurs de l'Université de Béjaïa ont observé, dans la matinée de jeudi, un rassemblement de protestation devant la bibliothèque centrale du campus de Targua Ouzemour, pour réclamer le départ du recteur.

Par leur action, les enseignants mécontents entendent «démystifier le discours mensonger et d'autosatisfaction du recteur dont le seul but d'assouvir une ambition personnelle, plaire à sa hiérarchie au détriment de nombreuses générations d'étudiants», a déclaré, en substance, Hamid Aït-Saïdi, porte-parole de l'assemblée générale des enseignants initiatrice de la manifestation.

Les enseignants protestataires ont tiré la sonnette d'alarme sur «la gravité de la situation que traverse leur université et la dégradation de la qualité de l'enseignement».

«Il s'agit de réhabiliter la pédagogie à travers un changement au niveau du rectorat et mettre un terme à toutes les pratiques actuelles de gestion qui passent par une gestion démocratique de l'Université», a soutenu Aït Saïdi Hamid dans son intervention.

Le même enseignant universitaire a tenu à témoigner publiquement de «la gestion particulière» du recteur qui aurait tenté de «l'entraîner en tant que doyen de la faculté de l'économie et du droit sur un terrain dangereux avec des services de sécurité étrangers».

Le même orateur a, dans

la foulée, mis en exergue «les nombreuses contradictions et les actes de violation commis par le recteur qui fait de la violence un acte de critère de promotion», a-t-il soutenu.

Parlant du discours d'autosatisfaction du recteur de l'université sur «la meilleure qualité de l'enseignement à l'Université et de ses éloges au système LMD», le porte-parole de l'AG des enseignants a affirmé qu'il est «insensé d'avancer un quelconque jugement de réussite ou d'échec des deux enseignements sans avoir au préalable fait le bilan des deux systèmes».

Les enseignants protestataires, tout en dénonçant «l'autoritarisme du recteur», estiment, dans leurs interventions, que «la gestion démocratique constitue la seule à même d'améliorer

durablement la situation de l'Université».

Les enseignants de l'Université de Béjaïa multiplient les appels en réclamant un «changement» dans la gestion de l'université par l'actuel recteur, le professeur Merabet Djoudi, à travers une déclaration pétition qui a «recueilli plus de trois cents signatures».

Dans leur déclaration, les enseignants universitaires de Béjaïa estiment qu'il est «nécessaire d'en finir avec les dérives qui imprègnent la gestion de notre université. Cela passe dans un premier temps par un changement immédiat».

Dans le même document, les protestataires ont soutenu que «le salut de l'université passe par la consécration du principe d'une gestion démocratique».

A. K.

ENLÈVEMENT DU JEUNE B. MOURAD

Après une marche à Béni Douala, appel à une grève générale à Tizi Ouzou

Onze jours se sont écoulés depuis le kidnapping de Mourad Bilek, et la mobilisation de ses concitoyens ne faiblit pas, comme ils l'ont démontré, jeudi, lors d'une marche populaire à Béni Douala.

Une mobilisation de tous les habitants à laquelle s'attache la population de l'ensemble de la daïra de Beni Douala qui entend impliquer les populations voisines par un illustre appel à une grève générale, demain dimanche, au chef-lieu de wilaya.

Une initiative qui ne semble pas avoir été prise de gaieté de cœur par les membres du comité de soutien à Mourad et sa famille qui, faut-il le souligner, ne veulent pas céder au découragement tant les marques de sympa-

thie ont de quoi raviver l'espoir de voir le jeune homme revenir sain et sauf parmi les siens. Il faut dire que le retour d'écoute de la population venue nombreuse, parmi laquelle notamment l'élu RCD au Sénat et ses pairs locaux, a donné au mouvement de soutien une proportion digne de la douleur suscitée par le kidnapping du jeune homme. Jeudi, ils étaient plus d'un millier à manifester dans les rues de Béni-Douala, à partir du siège de l'APC où ils s'étaient regroupés avant de s'ébranler en direction de la Sûreté de daïra pour scander «halte aux kidnappings» et exiger la libération de Mourad. L'autre halte de la procession des manifestants a eu lieu devant le siège de la daïra où une déclaration a été remise au représentant de l'Etat. Missive dans laquelle la population de la région de Béni Douala a réitéré sa

détermination à maintenir le mouvement jusqu'à la libération de cette énième victime de l'insécurité, qui sévit en Kabylie depuis plus de trois ans. On rappellera que Mourad Bilek, 18 ans, a été enlevé mercredi 11 mai dans un faux barrage dressé au lieu-dit Tala-Bounane, à une dizaine de kilomètres de Tizi Ouzou.

Un enlèvement qui précédait de quatre jours celui d'un septuagénaire, H. Ali, à Mechtras, toujours au sud de Tizi Ouzou où, là également, la population locale s'est mobilisée autour des comités de villages des aârchs de Maâtkas et Mechtras pour exiger la libération de son concitoyen avec comme point d'orgue des actions exigeant la libération de ce dernier, un rassemblement suivi d'une manifestation, prévus dans la journée d'hier.

A. M.

COUR D'ALGER

Le patron de CA Bank décède en pleine audience

Jeudi dernier, vers 11 heures 30, Omar Dechmi, président-directeur général de Compagnie algérienne de banque, CA Bank, en cours de liquidation judiciaire, est décédé, terrassé par une crise cardiaque en pleine audience à la cour d'Alger.

«Il se défendait énergiquement. Il plaidait sa cause courageusement devant un parterre d'avocats qui l'écoutaient silencieusement. Puis, soudain, il commença à perdre l'équilibre. Le juge lui demanda de reprendre son souffle. Quand tout d'un coup, il s'est affalé par terre.»

Ce sont les derniers moments de Omar Dechmi, racontées par une jeune avocate ayant assisté à la scène.

Sa femme, son fils, sa sœur et ses frères étaient présents dans cette salle d'audience de la cour d'Alger.

Il a fallu attendre près d'une heure avant l'arrivée de l'ambulance. «Il n'y avait aucune assistance médicale dans ce tribunal. Omar Dechmi est resté étendu dans son sang sous le regard effaré de ses proches et des avocats», déplore un autre avocat. Dès que l'ambulance est arrivé et que le corps du défunt a été transporté, les femmes de ménage se sont activées pour nettoyer la salle d'audience.

«Le juge n'a pu reprendre l'audience. Les autres affaires ont repris normalement», relève encore un autre avocat.

Omar Dechmi, patron de la CA Bank, aura ainsi défendu sa banque jusqu'au bout. Il a été accusé d'«escroquerie, d'abus de confiance et d'autorité», ce qui a conduit à la liquidation judiciaire de sa banque.

Les initiés rappellent que ses problèmes judiciaires remontent à l'époque de la liquidation de la banque Khalifa.

M. M.